

[Retrouver ce titre sur Numilog.com](http://www.numilog.com)

GERARD LONGUET



L'ÉPREUVE *DE VÉRITÉ*

PLON

L

L'Épreuve de vérité

no Lr 61
931

Du même auteur

Télécoms, la conquête de nouveaux espaces, Dunod, 1988.

1947

01 3048 82 0151

Gérard Longuet

L'ÉPREUVE DE VÉRITÉ

100



PLON

76, rue Bonaparte
Paris

DL 30 MAR. 95 04451

L'ÉPREUVE DE VÉRITÉ

© Librairie Plon, 1995.
ISBN



Ouverture

J'ai beaucoup aimé la politique, qui me l'a bien rendu. Les circonstances personnelles de cet automne 1994, l'approche de ma cinquantième année, la perspective d'une victoire de la droite aux présidentielles concourent à me donner le temps d'un bilan. Non, celui d'un compte arrêté définitivement, permettant de fixer le solde ultime. Mais au moins un diagnostic intermédiaire, la réflexion au terme d'une première étape de ma vie, qui est déjà plus qu'une première mi-temps.

Le choix de rédiger une sorte de chronique où l'humeur l'emporte sur l'analyse, et le récit sur les considérations politiques, est venu spontanément. Je n'ai pas voulu aller au fond des choses, mais simplement, à partir de quelques thèmes propres à la vie publique, faire partager les plaisirs et les jours de l'homme politique que je suis. A chacun son style. Le mien n'est pas de rédiger, mais de mobiliser, d'agir. Lorsque les mots viennent sous ma plume, j' imagine les salles plus ou moins pleines et les tribunes sonorisées. Pour bien écrire, il faut bien lire. Un homme politique écoute et parle. C'est, pour l'essentiel, un être de l'oral. Je reste fidèle à ce style et l'on voudra bien me le pardonner.

Ce travail n'est pas un plaidoyer sur des dossiers judiciaires en cours. Ils sont évoqués au fil de ce dictionnaire

pour ce qu'ils sont, des scories d'une action principale ou des éléments d'information. Le moment n'est pas venu de prononcer ni les réquisitions ni les plaidoiries. Les secrets seront donc rares et divulgués comme par inadvertance. J'en suis désolé pour mon éditeur. Mais les chroniques d'une époque ne sont pas autant de règlements de comptes. Chez moi, la sérénité désabusée l'emporte sur la rancune ou l'agressivité.

De même que je n'ai plus l'âge d'un premier roman, introspectif, littéraire et désarmant, je n'ai pas encore atteint celui de la somme théologique ou du journal détaillé. Il s'agit plutôt d'une chronique de voyage dans un pays que j'ai beaucoup fréquenté et qui sera peut-être un jour de nouveau le mien.

Le choix des thèmes de ce bref dictionnaire vagabond est celui d'un voyage qui, de mémoire, reconstitue un itinéraire d'élection. Celui que l'auteur recommanderait à un autre voyageur en fonction du temps et de l'énergie dont il dispose. Tous ces paysages sont des invitations à connaître ou à comprendre. Aucun n'a la prétention d'être exhaustif.

Un ouvrage viendra en son temps. Il parlera de ce que je connais le mieux : la France et son industrie. Pour l'heure, le présent livre propose quelques impressions, parmi toutes celles qui définissent le paysage politique. Aucune n'est essentielle. Ensemble, elles peuvent définir un climat. Celui dans lequel notre génération politique a pris la relève d'un septennat défait pour participer, je l'espère et le crois, à la victoire prochaine de l'un de son camp.

Génération politique issue d'un aîné – Valéry Giscard d'Estaing – et qui prépare la victoire d'un candidat qui n'est pas non plus l'un des siens – Édouard Balladur. Drôle de destin que d'avoir, pendant quatorze ans, animé un paysage politique que l'on n'avait pas dessiné, au pro-

fit d'un nouveau paysage que l'on ne dessinera pas tout à fait nous-mêmes.

En cette veille de Noël 1994, la France abonde de non-candidats. Ceux qui, depuis plus de vingt ans, souhaitent l'être, pour la plupart ne le seront pas. Ceux qui auraient pu l'être utilement ne participeront pas et les rescapés des batailles précédentes, eux, ne participeront pas pour gagner. Cette fin d'année est le rendez-vous des élans brisés. A un niveau modeste et sans amertume, j'apporte ma contribution à ce nouveau clan. Sans amertume, car le plus passionnant dans la politique n'est pas son propre destin, par nature éphémère et contingent, mais celui de la collectivité qui a nourri vos racines et dont la route se poursuit bien au-delà de votre contribution passagère.

Durant ces dix-huit ans, tout ce que je croyais plus ou moins confusément aura rencontré une forme de consécration. Sans que ma génération ait été autre chose qu'un témoin avisé et non un acteur décisif.

Profondément anticommuniste, j'ai eu la double joie de l'effondrement du système stalinien, en Russie et dans l'Europe de l'Est, et l'autocritique des intelligences françaises qui en avaient été les compagnons de route. Attaché naïvement à l'œuvre coloniale de la France, j'ai retrouvé des peuples attachés à ce que nous sommes et dont le degré de réussite est fonction directe des liens maintenus avec la métropole. Au-delà des pères blancs et des sous-officiers d'infanterie coloniale, j'ai rencontré dans le monde entier des Français jeunes et moins jeunes, ingénieurs, techniciens, épris des cultures ou des modes de vie extérieurs qui renouvellent notre présence et lui donnent désormais, par l'industrie et ses exportations, une dimension mondiale.

Réservé sur la capacité des hauts fonctionnaires et des comités d'experts à diriger la société, j'ai accompagné la

libéralisation continue de la France, de l'information à l'enseignement, de l'entreprise aux collectivités locales. Avec les socialistes parfois, sans eux souvent, contre eux plus souvent encore.

Lorrain et Européen, je me suis réjoui de la courte victoire de Maastricht, qui prouvait à la fois la volonté européenne que j'épouse et l'attachement à la France traditionnelle que je partage. Un raz de marée pour le « oui » m'aurait inquiété pour nos racines. Un rejet m'aurait attristé pour notre avenir.

Il reste à la droite à conquérir la Présidence et à se donner une organisation politique vivante et cohérente. Je serai aussi de ce combat. Et avec la bonne conscience de celui qui a participé utilement, je pourrai peut-être enfin, au-delà de mes responsabilités, m'occuper des miens et de moi-même.

Génération

En avançant en âge, on découvre son appartenance à une génération en laquelle on se reconnaît et qui vous reconnaît. C'est un réseau assez mystérieux de complicités spontanées, de références implicites, des solidarités a priori, qui vous protègent, vous soutiennent et parfois aussi vous enferment ou vous limitent.

La vie politique associe des générations successives, aux contours flous, qui transgressent les âges de l'état civil et qui peuvent parfois établir des retrouvailles surprenantes, au-delà des clivages, des engagements partisans, des parcours et des carrières ou tout simplement des statuts au sein du système.

J'ai été un lycéen « activiste » et un jeune étudiant d'extrême droite. Grâce à mes amis du *Monde* et de *L'Événement du Jeudi*, nul ne l'ignore, et cela est bien ainsi. Je ferai d'ailleurs un jour le récit de ces années de braise, sous la bannière d'Occident. Mais ce compagnonnage ne m'appartient pas en exclusivité, tant s'en faut.

Étudiant en DES de sciences politiques au Panthéon, je suis remarqué – sans mérite autre que m'être exprimé le premier – et choisi par Maurice Duverger comme assistant de première année. La fierté s'empare de moi. En outre, le poste est rémunéré et le tout jeune marié que je

suis remercie le ciel de l'aubaine. Fort inopportunément, je viens d'être élu au Conseil d'université tête de liste du Groupe d'union et de défense, dont la modération n'est point le fort. Je m'ouvre au professeur éminent, à la silhouette longiligne d'oiseau égaré, de mon engagement. Il est la conscience éclairée de la gauche universitaire. Nous sommes au lendemain de mai 68. Et lui de me répondre : « Mais j'avais le même engagement à votre âge ! Et vous n'irez jamais aussi loin que moi à l'époque, en ce sens ! » L'information était connue de tous les esprits attentifs et parfois malveillants. Non, ce qui me surprit fut le besoin de confirmer ce passé à quelqu'un qui ne le lui reprochait pas. Duverger se retournait sur lui-même, non sans risque et avec un certain panache. Sa génération n'était donc pas seulement celle des années de gauche bien-pensante, entre Marx, Sartre et les éditions Maspero. Mais peut-être aussi autre chose, qui n'était pas tout à fait oublié et plus présent que par de lointaines intermittences.

A Buenos Aires, en octobre 1987, ce n'était plus Duverger, mais François Mitterrand. Je n'étais plus étudiant mais ministre délégué à la Poste et aux Télécommunications. La délégation officielle, conduite par le chef d'État français, visitait le lycée français de la capitale argentine, le lycée Jean-Mermoz. Dans le gymnase, les élèves étaient rassemblés pour entendre le message présidentiel et, les discours terminés, selon un usage latino-américain, les hymnes argentins et français furent entonnés à pleins poumons. La délégation française un peu coincée chantait peu et mal. Les soirées étudiantes m'avaient familiarisé avec tous les répertoires et je crois connaître près de la moitié des couplets de notre hymne. Le Président chantait aussi, moins fort mais avec beaucoup d'application. L'effort me le rendit sympathique. En sortant, pour lui

être aimable, je le remerciai d'avoir choisi ce lieu dédié à Jean Mermoz : « Comme ministre de la Poste c'est un hommage à l'Aéropostale. Comme homme de droite, c'est le souvenir lointain du PSF. » Que n'avais-je dit au Président !

« Dans ma jeunesse, Mermoz était une idole, me répondit-il. Son engagement politique ne me choquait pas. C'était celui de ma famille. Mais il y avait un fossé entre lui et le fascisme ou le racisme. » Et il m'apprit alors sur lui-même ce que la France de gauche découvre aujourd'hui, médusée : une enfance de droite où des sentiments catholiques profonds forment le chemin de l'Action française ou du racisme scientifique, mais préparent l'idée d'une révolution nationale, à l'image de l'aviateur, généreuse mais élitiste, enthousiaste mais irréaliste. Le non-conformisme des années trente n'est pas loin. La promiscuité d'avec toutes les formes d'aventures de la droite des années quarante est établie par ce rappel lointain.

Que gagne-t-il à me le dire ? Rien, si ce n'est d'établir pour lui plus que pour moi le fait qu'il n'appartenait pas seulement à la génération Mitterrand de 81-88, mais bien aussi à une France sépia, volontairement oubliée des témoins de l'époque, méconnue des jeunes, mais encore vivante dans son esprit.

Un parfum de sous-préfecture endormie, au soleil des interminables vacances d'été, entre Giraudoux et Mauriac ; des cousins et des oncles, des virées à bicyclette et des discussions passionnées : cette France basculera dans la tragédie lorsque, dans les Ardennes et les plaines du Nord, les coups de boutoir de Guderian et des blindés de la Wehrmacht détruiront l'image du pays invincible, vingt ans plus tôt. Elle croira renaître par un réarmement moral, sur le territoire d'opérette des stations thermales concédé par l'occupant allemand au gouvernement de Vichy.

Nous qui portons notre cinquantaine comme une maturité qui ne parvient pas à s'épanouir, appartenons à une génération secrète qui retrouve ses solidarités par surprise, tel un initié découvrant au bout d'un monde lointain, et tout étrange, un autre initié.

Pour quelques-uns, la décolonisation mal vécue et l'anticommunisme militant assurent leur socle idéologique. Apprendre à lire les titres des journaux à l'occasion de Diên Biên Phu, écouter ses premières retransmissions politiques avec l'arrivée du général de Gaulle sur le balcon du GG (Gouvernement général à Alger) et l'entendre prononcer en direct – grâce à Europe 1 – « Je vous ai compris », pour retenir ensuite les espérances déçues, les négociations équivoques, la fusillade de la rue d'Isly et cet « Halte au feu » sans écho, lorsque des gendarmes métropolitains couchent sur le trottoir des manifestants non moins français qu'eux, tout cela contribue à former une génération.

Tout aussi sûrement que les ratonnades d'Alger et de Paris, le contingent mobilisé sans objectif clair et les droits de l'homme transgressés par la République qui les avait retenus comme emblème, feront naître une autre génération, celle de la gauche nouvelle sur les ruines de la SFIO et du nouveau Parti socialiste.

Aujourd'hui, ces références lointaines l'emportent parfois sur les clivages d'alors et, avec surprise et une vraie joie, elles font se rejoindre les ennemis d'hier pour condamner d'une même voix ceux qui ne s'engageaient pas et qui seront à jamais exclus de cette génération de la décolonisation.

Au fur et à mesure que je découvrais les Républicains indépendants, de mes premiers contacts de 1967 à mon adhésion en 1973, je retrouvais ma génération aussi sûrement que le voyageur étranger muni d'un guide sérieuse-

ment rédigé retrouve d'étape en étape le confort qui lui est cher.

Pour les uns, c'était évident. Alain Madelin et moi nous sommes connus sur le trottoir du lycée Voltaire en février 1963. Un uppercut que je n'avais pas vu venir m'avait jeté à terre. L'intervention d'Alain me remit sur pied. Et cela fait trente ans que nous nous aidons mutuellement à nous sortir des situations parfois absurdes ou scabreuses où notre anticonformisme mutuel nous entraîne parfois.

Pour d'autres, ce furent des retrouvailles. Mon voyage chez les libéraux était jalonné de souvenirs communs à ceux qui, ne s'étant jamais connus auparavant, n'en avaient pas moins partagé les espérances voisines, des épreuves et parfois les mêmes humiliations. Il faut beaucoup de ces petits cailloux communs pour se supporter en dépit de nos différences. Il est juste de dire que ces cailloux du passé établissent des préférences, à l'occasion injustes, voire aveugles. L'esprit de génération confine à l'esprit de clan.

Au terme de mes études parisiennes, vingt ans de vie provinciale, normande comme sous-préfet, puis meusienne et lorraine comme élu, ont relativisé l'importance de ce clan. Ce qui était vrai au Quartier latin, pour tous ceux qui jouaient indéfiniment les personnages de Nizan ou de Nimier, n'avait pas de sens à Forbach, Barle-Duc, voire Évreux, Caen, Metz ou Nancy. A la même époque, au temps de ma jeunesse, donc, c'était une autre France, où les jeunes n'étaient pas sursitaires, ne traînaient pas en fac, où les adolescents entraient à seize ans chez Wendel ou Pont-à-Mousson, et où les fils de paysans quittaient sans espoir de retour la terre qui avait été depuis des siècles les racines de leur famille.

Cette France-là donnait raison à Malraux : entre le communisme et le général de Gaulle, il n'y avait rien. Dans les vallées sidérurgiques de Lorraine comme dans

les banlieues ouvrières de Paris, c'était vrai, et l'on ne peut pas comprendre la victoire législative de la droite en juin 1968 si on oublie que la France de ce temps n'était en rien à l'image de ses intellectuels et de ses étudiants, peu nombreux d'ailleurs.

Pour un Charlety, combien de Sochaux, Montbéliard ou Hayange ?

C'est avec Jacques Dominati, paradoxalement, que j'ai compris ce qu'était la génération RPF¹. Trop jeune pour être résistant, trop Corse pour ne pas s'engager, Jacques Dominati avait été simultanément, ou presque, au sanatorium universitaire de Saint-Hilaire à une époque où la tuberculose ne se soignait pas encore, secrétaire particulier de Malraux quand ce dernier enflammait de réunion en réunion le public RPF, puis responsable des étudiants gaullistes du Quartier latin, quand la guerre d'Indochine se parodiait à petite échelle autour de la Sorbonne et de la corpo de droit.

Président de la région Lorraine, j'ai retrouvé cette génération gaulliste de l'immédiat après-guerre, celle de la guerre froide, et qui disparaît avec la dispersion continue des grandes bastilles ouvrières.

Ceux qui se souviennent des conflits de Talbot-Poissy et de Citroën au lendemain de 1981 peuvent imaginer les luttes politiques et syndicales des années cinquante quand les Russes campaient à une étape du tour de France de Strasbourg et que la paralysie de l'État au printemps 1947 – la troupe est mobilisée par le socialiste Jules Moch pour rétablir l'ordre dans les mines – annonçait un possible coup de Prague.

Aujourd'hui, le PC se dissout aussi sûrement que le parti monarchiste sous la III^e République. La base ouvrière du gaullisme a connu son apogée et son chant du

1. En 1976, je prenais à Paris la direction de son cabinet alors qu'il était secrétaire général des Républicains indépendants.

cygne en remontant les Champs-Élysées un certain 30 juin 1968. Pasqua et Séguin en rêvent encore. Mais Pompidou avait établi le bon diagnostic : non pas une France en pantoufles, mais en « bagnole », à laquelle il fallait des autoroutes et des maisons individuelles, et non les affrontements d'une guerre de classe coûteuse et dépassée par une croissance partagée entre tous les Français.

La génération 68 existe ; je ne la connais pas bien. Elle dispose d'un témoin vivant, le quotidien *Libération*, au style bien établi, fait de tutoiements, de provocations et de furieux et précaires engouements. Sa *Weltanschauung*, vingt ans après, se diffuse de lycées en collèges, en se dégradant progressivement.

C'est une génération à laquelle ses aînés et ses enfants reprocheront toujours d'avoir échappé à la fois – fait rarissime dans l'Histoire – à la guerre et à la crise économique, et de ne s'en être jamais remise. Mais pourquoi parler mal de ce que l'on ne connaît pas bien ? J'ai été préservé de 68 par une double barrière : être à droite ne porte pas naturellement au désordre, même si la désagrégation de l'État vécue de l'intérieur est instructive. La seconde barrière était plus solide encore : marié, père de famille – Tiphaine, mon aînée, avait quatre mois lors des barricades de mai 68 –, je devais assumer, et le faisais avec plaisir, loin des tumultes pour l'essentiel.

Deux parenthèses sur 68 :

1. Contractuel de la DICA (Direction des carburants), j'étais depuis octobre 1967 des statistiques pétrolières sous l'autorité de Gérard Renon, avec Jean-Louis Beffa comme voisin immédiat. Le directeur des carburants – lointain et prestigieux – est André Giraud. J'ai trouvé ce job à mi-temps pour préparer l'ENA. Par ailleurs, je donne des cours de français dans une boîte de cancrès à la gare de l'Est (mes plus mauvais souvenirs professionnels),

et avec Patrick Devedjian nous avons monté une activité voyage à la faculté d'Assas. Bref, le ministère m'occupe sans me préoccuper. Je crois d'ailleurs ignorer le nom du ministre, bien que mon bureau de la rue Barbet-de-Jouy soit proche du cabinet.

En mai 68, ce bel édifice se vide de ses occupants du fait de la grève des transports, puis de celle des fonctionnaires. Le dispositif se recroqueville sur lui-même et les échelons hiérarchiques se regroupent. Je suis bientôt, avec une demi-douzaine de cadres survivants, préposé à la gestion de bons d'essence pour les préfetures. Les préfets sont mes interlocuteurs et je demande à mon patron, en présence régulière d'André Giraud qui assure par sa personne physique la continuité de l'État, l'autorisation de mobiliser la force publique pour dégager des raffineries. A vingt-deux ans, l'exercice est réjouissant.

La DICA tourne au quart de ses effectifs dans une ambiance de fièvre et avec le sentiment profond de son importance. Pourtant, lorsque le général de Gaulle part pour l'Allemagne – et nous ne connaissons la fin du film que plus tard –, nous avons eu, et pas seulement moi qui étais le dernier venu, le sentiment que tout pouvait basculer.

Première leçon, donc, pour la génération 68 « de l'extérieur » : contrairement à ce qu'a cru plus tard la génération 68 proprement dite, l'État était vulnérable. Si l'appel au peuple, c'est-à-dire la dissolution de l'Assemblée, avait été remplacé par l'appel aux sondages, la République risquait de ne pas passer le cap de cette épreuve.

2. Les élections législatives arrivent et la droite parlementaire en région parisienne cherche des appuis. Je deviens le colleur d'affiches en chef de Griotteray, candidat républicain indépendant à Charenton, dans le Val-de-Marne. Avec quelques bons amis, qui aujourd'hui siègent à l'Assemblée, au Conseil économique et social, et

au gouvernement, nous entraînons une équipe d'étudiants que la presse communiste taxe de « nervis ».

Il est vrai que la droite universitaire a eu bien des loisirs ces derniers temps. Ayant déclenché la paralysie initiale de Nanterre, puis de la Sorbonne, elle a dû se contenter de quelques barouds sans lendemain : l'occupation de Sciences-po, en entrant par l'ENA – seule entorse révolutionnaire aux règles habituelles, on entre à l'ENA par Sciences-po et non l'inverse –, et une invasion provisoire de l'Opéra occupé par un petit piquet de la CGT.

Disponible pour de nouvelles aventures, je n'ai aucun mal à recruter une joyeuse phalange pour les circonscriptions « à risques » de l'Est parisien. Tout se passera bien et, selon les habitués, plutôt mieux que d'habitude. Les Français voulaient bien jouer à se faire peur, mais ils étaient avec Pompidou, et curieusement Marchais et Mitterrand, plutôt qu'avec Mendès, Rocard et les Serge July de l'époque.

Deuxième leçon : quand cela va mal, on ne trie pas ses amis et le « coup de tabac » de juin 1968 me permettra d'obtenir ce que la V^e République sûre d'elle et suffisante d'avant mai me refusait : présenter des concours administratifs. Dans la vie publique, les cartes se redistribuent à tous moments. Citons Maurras pour conclure ces événements qui lui eussent fait horreur : « En politique, le désespoir est une sottise absolue. »

Y eut-il jamais une génération Giscard ? Tout était possible au jeune ministre des Finances du général de Gaulle : le succès de la démarche, si ce n'est celle des résultats, l'originalité de la carrière, la liberté de l'allure et surtout l'incroyable promesse que lui donnait l'âge auquel il était parvenu à des postes éminents.

Janvier 1966 lui apporte en prime ce qui lui manquait : l'ingratitude des gaullistes le prive de son ministère

en lui imputant à tort une partie du ballottage présidentiel. Pendant trois ans, V.G.E. sera libre, riche de ce qu'il a déjà fait, mais fort de ce qu'il ne peut manquer de réussir demain. En juin 1966, il fonde la FNRI et l'installe boulevard Saint-Germain. Bernard Lehideux qui me connaît m'invite et, très fier, je parcours mon premier coquetaile politico-mondain. De quoi épater Brigitte, ma future épouse, que je dois retrouver chez « Basile » et à qui je livre mes premiers émois.

En 1962, les RI s'étaient créés autour de la garde pompidolienne et gaulliste du CNI expirant : Mondon, de Broglie, Marcellin, Chamant. VGE est l'un des leurs, mais il n'est pas leur dirigeant. Sabreur émérite, Michel Poniatowski n'est pas encore au Parlement. En 1967, l'amicale de Sciences-po invite VGE à parler de la croissance sans l'inflation – son thème fétiche – à l'Institut. Nous l'entraînons en janvier à la salle de l'Horticulture, rue de Grenelle, avec l'idée en tête de l'éprouver. Son humour fait mouche, sa séduction opère et les plus prévenus se taisent. Les autres lui font une ovation qu'il récompense en organisant à l'improviste un pot au bar du Pont-Royal. Toute l'amicale des étudiants de Sciences-po est là – que l'on retrouvera presque intégralement au gouvernement de Balladur, au cabinet de Pasqua, à l'instar de J.-J. Guillet, d'autres à TF1 comme Dominique Bromberger, élu président de l'Amicale contre Étienne Mougéotte, et même à la Chancellerie pour l'un des Lyonnais de la bande, Michel Vauzelle. Giscard très en verve, entouré de jeunes, déclenche une admiration et une sympathie.

La victoire aux présidentielles de 1974 consacre une génération d'énarques. Il y aura toujours un curieux mélange d'élan et de frustration, de promesse et de déception autour de V.G.E. Une génération qui se forme autour d'un homme est certainement plus difficile à coa-

guler que celle qui se crée autour d'un événement. Giscard, reconnaissons-le, y mettra du sien : séducteur irrésistible lorsqu'il veut plaire, il ne sait pas suivre et entretenir ses amitiés politiques. Sa constellation, à deux ou trois exceptions près, se compose d'astres éteints, étoiles d'un jour trop vite promues et tout aussi vite abandonnées. La liste est longue et même cruelle pour tous ceux qui ont cru en leur destin parce qu'il les avait à un instant ou un autre choisis et qui disparurent faute d'avoir su consolider par eux-mêmes ce qui leur avait été octroyé par le sommet, au gouvernement par exemple, puis retiré.

Les premiers giscardiens, ceux d'avant 1974, ont bien tenu le choc du pouvoir : sans faveurs présidentielles particulières ils ont surtout compté sur eux-mêmes. Jacques Dominati, Jacques Blanc, Alain Griotteray font partie de ceux-là.

Mais les préférés du septennat – à la brillante exception de Simone Veil – ont presque tous renoncé lorsqu'il leur a fallu exister par eux-mêmes. Personnalités talentueuses comme Lionel Stoleru ou Monique Pelletier, mais étrangères au suffrage universel, puis oubliées du bon vouloir présidentiel.

Et, a contrario, combien d'élus indépendants confirmés qui n'ont jamais été sollicités, combien de militants fidèles indéfiniment écartés de toutes responsabilités significatives!

Michel Poniatowski le savait qui, dès 1975, entreprit de créer une génération nouvelle sur laquelle il pourrait compter.

A Giscard les ministres-trouvailles aux gloires incertaines ou éphémères, de Mme Dorlhac à Gérard Ducray, sacrifié sur l'autel de l'union de la majorité, en passant par Jean-Jacques Servan-Schreiber, comète brillante, mais ministre imprévisible.

A « Ponia » le travail en profondeur dont la droite libé-

rale devrait lui être longtemps reconnaissante. « Agir pour l'avenir », école pour candidats-députés, est créé à l'été 1975. Un sous-préfet barbu et de réputation centre-gauche, Joël Lebesch, recrute un autre sous-préfet, CFDT celui-là, François Léotard. Miracle, ces deux premiers s'entendent avec l'incontournable Alain Madelin, encore avocat mais déjà responsable de la formation des RI et, le dernier venu, votre serviteur. En février 1976, tout est prêt et, de défaite (cantonales 1976) en déroute électorale (municipales de 1977), se prépare la génération 1978, qui, elle, sera victorieuse.

Génération Giscard ? Oui pour les électeurs qui remercient le Président d'avoir choisi Barre à l'été 1976 – que l'opinion de droite se prend à bien aimer pour son calme et sa résolution – et d'avoir à Verdun-sur-le-Doubs, en 1977, dressé une stratégie. La division de l'union de la gauche, en septembre 1977, assure le reste.

Mais, en fait, Génération Ponia, même si ce dernier a quitté l'Intérieur après mars 1977. C'est sa méthode, son équipe, ses candidats qui émergent en 1978. Il s'en faut d'un rien pour que son fils, mon ami Ladislav, réussisse à trente ans dans son actuelle circonscription de Bernay dans l'Eure. Mais de Léotard à d'Aubert en passant par Clément, Madelin ou Gaudin, s'il y a une génération Giscard, c'est bien celle-là : investis souvent par eux-mêmes plus que par les états-majors – ce fut le cas de Millon –, travaillant en solitaires des circonscriptions souvent impossibles, épaulés par l'équipe Jean-Pierre Soisson, Jacques Dominati, Alain Griotteray, Michel Poniatowski. Une génération qui doit pour les élections tout à Giscard et que, pour l'essentiel, Giscard n'utilisera pas.

Au lendemain de l'échec de 1981, Giscard sera choqué par bien des distances publiquement affichées, ou par des mots plus discrets mais tout aussi cruels sur le résultat. C'est que les PR de 1981 ne ressentent pas cet échec

comme le leur. Les certitudes de Barre, Premier ministre, et les incertitudes de la majorité RPR-UDF, comme la distance souvent hautaine du Président, ont exonéré les députés de base de tout sentiment de responsabilité. Ils ont mis en garde le gouvernement sur le climat social dont ils ont mesuré sur le terrain la dégradation.

Ils s'inquiètent des divisions de la droite et de cette majorité parlementaire disciplinée par le seul article 49 alinéa 3 de la Constitution. Ils ne participent pas à la jubilation des règlements de comptes internes à la majorité dont l'effet est meurtrier sur le terrain.

La génération giscardienne se retrouve orpheline et libre. Elle n'appartient plus désormais qu'à elle-même et non au Président sortant. Dix années d'équivoques vont s'ouvrir, dont l'illustration est la relation Giscard-Léotard.

Génération Mitterrand, sûrement, mais pas celle à laquelle on pense tout d'abord, celle de la fin du premier septennat. Lorsqu'il saute la haie du jardin de l'Observatoire, un soir de 1959, François Mitterrand engage un parcours impossible, d'où l'on ne peut sortir qu'abattu ou transcendé. Il aurait pu faire rire et c'eût été l'échec durable. Il lui aurait suffi de dire la vérité dans sa simplicité, dès les premiers doutes que suscita cette rocambolesque affaire de l'Observatoire. Mais le choix de lancer un défi au pouvoir gaulliste en octobre 1959, à partir d'une complicité surréaliste avec les protagonistes Dahuron et Pesquet, lui donne une autre dimension : un joueur insensé, capable de tous les risques.

Je laisse à d'autres plus compétents le soin d'analyser la psychologie du joueur. Mais, lorsqu'il est au fond de l'épreuve, seules de très grandes perspectives peuvent le motiver. C'est alors que se fondent aussi de profondes solidarités entre ceux qui n'ont jamais cessé de croire en lui.

La guerre avait permis à François Mitterrand de traverser la IV^e République à la lisière de la droite, du radicalisme et parfois de la SFIO. La troisième force, socialistes et MRP, avait besoin d'antigaullistes résolus. Elle n'était pas très regardante. En 1962, le référendum qui ratifie l'élection du président de la République au suffrage universel va souder le clan. La tactique est simple : tout refuser. Avec le PCF, avec Tixier s'il le faut, comme 1965 le montrera. L'objectif mitterrandien : devenir un jour le Président. Seul un grand succès peut venger d'une grande humiliation. Et cette humiliation le protège : face à Pierre Mendès France (P.M.F.) qui représente la gauche vertueuse, François Mitterrand est l'adversaire rêvé pour la droite. Trop de virages, trop de souvenirs ambigus ou incertains pour en faire le porteur sain de toutes les espérances de la gauche.

Et pourtant, Mitterrand a toujours été solide à l'épreuve des élections : en 1965 avec la surprise du ballottage et les 45 % du second tour, a fortiori en 1974 et 1981, quand P.M.F., lui, ratait tous ses rendez-vous. Forte dans la haute fonction publique, la génération P.M.F. – le Club Jean-Moulin en témoigne – s'est délitée face à l'incapacité de son inspirateur à se décider à unifier toute la gauche pour tenter de battre toute la droite.

La vraie génération Mitterrand a presque disparu. C'est celle de la Convention des institutions républicaines. Ceux qui tout de suite ont compris, comme F.M., qu'il fallait aller aux présidentielles avec toute la gauche réunie. Cette génération s'est accommodée du Parti socialiste plus qu'elle ne l'a reconstruit. Le rêve socialiste appartenait à d'autres, qui parfois y croient encore, Chevènement, Jospin, Mauroy ou Rocard. La génération Mitterrand est ce petit noyau qui, une fois constitué dans l'épreuve initiale, ne s'ouvrira presque pas. Pour un Charrasse admis à part entière, combien de Fabius ou de Bérégovoy qui restent sur les marges.

En 1987, j'ai été requis par la présidence de la République pour assister à Villeurbanne à l'inauguration de la poste rénovée, événement majeur, que François Mitterrand avait décidé de présider personnellement.

Nous partons en Mystère 50 de Villacoublay. C'est un samedi matin. Le Président m'invite à ses côtés, puis se plonge dans un livre – une édition ancienne. Ensuite il me parle de Paris, du Louvre, de la Pyramide, de cette promenade qu'il laissera aux Parisiens, du parvis de Beaubourg que personne n'aime, de l'œuvre de Pei que personne encore ne comprend. Cette marche dans Paris, j'ai le sentiment qu'il l'a faite lui-même et il s'étonne que Léotard ne le soutienne pas. Arrivée à Villeurbanne. Architecture mussolino-stalinienne. Avenues dégagées, mais progressivement bordées d'une foule compacte. A quelques centaines de mètres de la mairie, le cortège s'arrête. Mitterrand et Hernu sont applaudis. Noir et moi-même, goguenards et un peu gênés, restons en retrait. Mitterrand ne l'entend pas ainsi. Devant la poste, il me demande de découvrir la plaque. La troupe officielle, grossie des militants, rejoint la salle d'honneur de la mairie. Modernisme fané des années trente, boiseries, trophées sportifs et souvenirs de jumelage en donnent le ton.

Je comprends alors que ce voyage n'a qu'un seul objet : après la farce tragi-comique du *Rainbow Warrior*, deux ans plus tôt, François Mitterrand est venu dire à Charles Hernu qu'il retrouvait sa place dans le clan. Nous ne serons pas invités au déjeuner. Belle solidarité. Mitterrand ne peut ignorer qui est Hernu. Actif, courageux, convaincu de l'effort de défense, mais exposé aux épreuves d'une vie compliquée, où les éclats ont autant de poids que les ombres.

Génération Mitterrand ? Non, d'abord un clan, un réseau, une famille.

Les générations Mitterrand, celles des élus de 1981, des

élans flamboyants de Lang, ou du socialisme appliqué de Mauroy, comme celles renouvelées des lycéens de 1987 ou de la victoire de 1988 ont moins de présence semble-t-il pour le Président lui-même, et ceux qui l'accompagnent, que les réseaux tissés il y a trente ou cinquante ans quand il n'était qu'un acteur empressé mais déjà contesté du théâtre politique.

L'action politique repose sur la confiance. Ni la discipline ni l'intérêt matériel ne peuvent cimenter une équipe. La discipline suppose un système hiérarchique et fermé. La politique n'obéit à aucune de ces deux règles. Tout pouvoir peut être contourné. L'intérêt matériel est sans prise sur la vraie motivation que constituent la proximité du pouvoir et le pouvoir lui-même. Tous les préfets, les ambassadeurs, les P-DG sont mieux lotis que les militants ou conseillers qui entourent gouvernants et leaders. Pourtant, lorsque l'homme politique choisit une sinécure, EDF, le palais Farnèse ou la présidence du Tunnel sous le Mont-Blanc, c'est alors qu'il renonce. Et sauf exception, ce sont des renoncements sans retour.

La confiance, pas plus qu'elle ne se discute, ne se négocie. Si elle est, elle est. Mitterrand l'avait accordée à Hernu. Il ne pouvait se tromper. Et à tous ceux qui agissaient parce qu'ils se sentaient enrichis de cette confiance, le message de Villeurbanne était clair : on ne quitte pas la famille; malheureusement pour Rocard, on ne la rejoint pas non plus. La famille ne se discute pas, elle est, résiste à toutes les vicissitudes, sauf une, la trahison vis-à-vis du chef, seul vrai motif d'exclusion.

Le Parti socialiste a cru détenir le pouvoir pour avoir fait élire son premier secrétaire en 1981. Hélas pour lui, il n'appartenait pas à la famille et l'oncle sut le lui rappeler en se libérant de son empire au lendemain de sa victoire personnelle de 1988, et à la veille des législatives, Mitterrand déclare : « Il n'est pas bon qu'un seul parti ait la

majorité à lui seul. » Son vœu fut exaucé. Le Président cessait d'être prisonnier d'amis trop encombrants.

Il y a une génération Léotard. Elle attend de son initiateur une confirmation. Tout est aujourd'hui possible, et en dépit des épreuves du feu, même le meilleur.

Contrairement à François Mitterrand, Valéry Giscard d'Estaing, je le pense, n'a pas reconnu ses enfants.

La génération Léotard s'est formée lors de la campagne européenne de 1979 au suffrage universel. Engagés à huit¹ dans cette modeste bataille que nous nous propositions d'animer, nous terminions un tour de France joyeux, toujours routier et souvent culinaire (je pense à l'étape de Roanne chez Pascal Clément) à Fréjus, en présence de Simone Veil. Léotard, discret jusqu'à présent, intervenant peu, nous donna de lui-même et de son équipe la meilleure image. Les arènes romaines de Fréjus étaient pleines, ce qui n'est pas une mince performance pour des élections sans enjeux, et son discours fut proprement admirable. Lorsqu'un homme qui aime lire et écrire sait parler, le résultat emporte la conviction. Je me persuadais sans peine qu'il était, en dehors de toute considération technique ou de fond, le meilleur porte-parole de notre génération.

En nous rendant début 1980 au Cambodge à peine libéré des Khmers rouges, nous passons plusieurs heures d'avion côte à côte, puis d'interminables trajets en 4×4, Iliouchine et autres Transall. Sur le fond, nous découvriâmes, rassurés l'un vis-à-vis de l'autre, que nous avions des points d'entente manifestes. Chez François, et je partage ce sentiment tragique de l'existence – merci Unamuno –, rien chez lui du démo-chrétien ou du marxiste. Il

1. François d'Aubert, Alain Madelin, Jean-Pierre Pierre-Bloch, Pascal Clément, François Léotard, Jean-Pierre Abelin et moi-même, ainsi que Maurice Chartier.

est barrésien époque Stirner et proche d'Aragon. Je le découvre curieusement maurassien – parce que Provençal ? Le fait national le retient. De tous ses voyages en France, il garde une passion de nos paysages, de nos églises et de nos villages. Pas matérialiste dialectique pour un sou. Mais définitivement rebelle. Ce qui lui permet d'être à gauche face à l'ordre établi d'avant 1981. L'image du père, forte chez lui, absente chez moi, nous distingue. Je n'ai pas besoin d'être en révolte. Lui doit se tailler une place dans une famille où il y a du monde et de fortes personnalités, à commencer par sa mère et ses frères.

Léotard n'est pas pressé. Mais il est exigeant. Conquérir sa ville pour venger son père. La conquérir aussi par passion de la Provence : Fréjus reste une ville provençale qui n'a pas perdu son âme. Enlever une circonscription, celle où il est électeur parce que c'est indispensable pour monter à Paris. Et avec quelques amis à l'Assemblée, imaginer des actions pour faire parler de soi. Mais il a le fil direct avec V.G.E. Brégançon est à sa porte. Léotard est, dit-on, un chouchou. Le charme a dû jouer. Pas longtemps, je le pense. Léotard est fier, V.G.E. ne saura jamais vraiment lui parler. C'est donc dans sa propre génération qu'il va chercher ses appuis, quelques interlocuteurs privilégiés qu'il choisit d'une façon surprenante. La génération va se construire avec ceux qui veulent reconstruire le PR. Avant qu'un long malentendu les oppose, Lehideux et Léo forment équipe. Madelin est intégré avec une sorte de fascination de Léo pour sa force de travail et d'analyse. Douffiagues est incontestable : esprit brillant souvent acide, il délivre une sagesse rayonnante qui équilibre heureusement l'humeur souvent bougonne de Madelin. Charles Millon ne sera jamais vraiment associé parce que, sans doute, Léo sent clairement que Charles lui conteste sa place de premier. Ce n'est pas la concurrence qui irrite François Léotard. C'est l'idée

que ce soit celui-là même qui le conteste. A sous-estimer l'utilité de son concours, Léotard et ses amis – moi le premier – commettront de lourdes erreurs plus tard.

La génération Léo naît des tournées et des meetings dans l'ambiance passionnée des premiers mois d'opposition. 1981 est une déroute mais c'est aussi une chance d'où naîtra cette génération. La droite libérale se débarrasse de ses dirigeants défaits. Les villes perdues en 1977 ont déjà suscité des candidats nouveaux qui ne doivent pas grand-chose aux caciques. Tous pensent à la première revanche de 1983. Les circonscriptions perdues en 1981 deviennent autant d'enjeux pour de futurs candidats. Les anciens ministres sont entraînés par la chute du Président sortant. Ils rentrent dans le rang. Des vocations nouvelles s'affichent. Et pourtant, les « établis » ne sont pas morts, tant s'en faut. Assoiffée de retour au pouvoir, l'opposition joue l'unité pour les européennes de 1984, comme elle l'avait fait en 1983 aux municipales. Pour cette raison, la génération Léotard est privée d'un premier combat sous sa bannière. La liste attendue au printemps 1984 ne viendra pas. Trop sérieux, je conseille à François de renoncer à une liste dont la constitution le tente au début 1984. Rue de Villersexel, les avis sont partagés. Au moment où des manifestations de plus en plus impressionnantes semblent devoir emporter le gouvernement Mauroy coupable de vouloir étouffer l'école libre, il paraîtrait incompréhensible de provoquer une crise à droite par une concurrence de génération. Il n'y aura pas de liste Léotard, mais un an plus tard un « Printemps des libéraux » qui assoit Léo, Douffiagues, Madelin et moi-même. La cheville ouvrière effective en est Michel Mouillot. J'en assure – difficilement – la charge financière. Mais le duo Madelin en vedette américaine, Léo en final fait merveille. « L'Heure de Vérité », la première de François, ouvre la séquence. Pour la première fois, un « quadra » parle à l'émission des

grands. Tout est possible, et la victoire législative de 1986 vient confirmer les jalons placés en 1983. Le PR fait élire ses maires comme de Robien, ses militants de toujours comme Dimeglio ou Bussereau, retrouve tous ses cadres – c'est mon cas –, en découvre de nouveaux comme Vas-seur ou Delattre. Bref, la génération est en place. Mais elle sera frustrée de sa victoire et largement privée de ses espérances. Les présidentielles de 1988 se joueront sans elle, tout comme les européennes de 1989.

En 1989, les rénovateurs de tout poil s'enlisent dans des stratégies complexes, byzantines et, en définitive, paralysantes. La vérité dans sa brutalité s'impose : pas de génération sans chef ou sans adversaire. La gauche n'est plus ce repoussoir qui rassemble et Mitterrand étonne plus qu'il ne mobilise d'hostilités. Les vraies rivalités ne sont pas avouables : les Brutus se font rares, même si, porte-parole de sa génération, Léotard aura été le plus généreux en assassinats médiatiques, de la formule des « moines soldats » s'appliquant au RPR jusqu'au procès en « lâcheté » que lui inspire la fascination de l'« Astre noir » – c'est-à-dire le Front national – sur la droite parlementaire.

A cette époque, et en service commandé, j'ai tenu ma place, mais sans vraie conviction : pourquoi tuer ce qui doit mourir et surtout pourquoi fragiliser ce que l'on ne peut pas remplacer ? Les jeux de mots et les petites phrases cruelles, dont j'ai ma part, auront plus affaibli la droite qu'elles ne l'auront servie. Il est vrai que dans l'insolence une génération se retrouve. Mais, alors, il faut aller jusqu'au bout et renoncer à tout compromis.

C'est sans doute maintenant, avec le temps des épreuves, que la froide détermination viendra. Historiquement coincée entre ceux qu'elle n'a pas su encore écarter, les anciens et toujours futurs candidats, et peut-être déjà poussée dehors par ceux qui veulent la remplacer, la génération Léotard a besoin de dureté et de déter-

mination. Le jeu devient cruel. Non du fait de nos adversaires, mais des conditions mêmes de la vie des hommes en charge des responsabilités. Ce que le combat partisan n'a pas su imposer, le renouvellement des responsables, le jeu de massacre médiatique y parviendra peut-être. Car la question clé qui rassemble une génération pour lui donner la force et la volonté d'exercer le pouvoir est bien la suivante : quelle a été ton épreuve ? Quelle a été ton initiation ? Et là encore, Léotard a un tour d'avance sur sa génération. Il parle bien, il écrit bien et il a mieux souffert, plus tôt et plus fort. Il ne tient qu'à lui désormais qu'il ait enfin sa génération qui ne sera plus celle des enfants gâtés, mais des hommes mûrs, survivants des épreuves de l'adversité.

Quel livre, quel penseur ou quelle idée pour définir le contour de cette génération en formation ? Je me garderai d'en établir le patrimoine exhaustif, qui s'étend des modes de vivre aux modes de lire, et des souvenirs scolaires et universitaires aux émotions ressenties comme témoin d'une époque et parfois d'acteur engagé. Pour les uns, c'est la photo sous la neige à Moscou de la rencontre de Léo et de Noir avec Sakharov. Pour Alain Madelin et moi, ce sera la découverte de ce que nous savions déjà, la terreur communiste en Asie, dans les vestiaires du Grand stade de Phnom Penh, les traces de sang séché sur les murs et les inscriptions sur le bois tendre des portes rappelant la réalité d'un génocide de notre temps. Mais plus fortement encore, notre génération se retrouve autour du choc de la mondialisation de la culture, de l'information ou de la guerre. Mondialisation qui laisse sans réponse l'incessante question de notre liberté à nous Français, dans un monde où tout se fera sans nous, sans notre pays et donc sans notre participation personnelle, si nous n'y prenons garde.

J'aimerais qu'il y ait une génération nouvelle – qui

connaisse l'histoire de notre pays, de l'Europe, qui maîtrise les données de son temps. Qui n'ait pas l'insupportable prétention de tout vouloir réinventer. Mais qui puisse trouver vite ce dont la France a besoin dès maintenant : les clés de notre liberté dans un monde prêt à nous les retirer toutes, entre la dictature des marchés les plus riches et les plus structurés qui commandent l'économie mondiale, Japon, États-Unis principalement, et la dictature des succès immédiats qui guide de plus en plus la décision politique.

Les vieilles complicités survivent comme les amicales des anciens combattants. Mais c'est à une génération de la lucidité sur la France dans le monde qu'il me plairait d'appartenir. Parce qu'elle le mérite et parce qu'il le mérite. Et tout cela pour oublier les tyrannies immédiates des myopes obstinés qui jugent le monde à l'aune de leurs seuls intérêts du jour.

Finances et partis

Il faut parler des finances de la politique. Aujourd'hui, tout est sur la table, ou presque. En 1982, lorsque pour la première fois François Létard me propose de prendre en charge ce secteur, tout était mystérieux ou impossible.

L'article 4 de la Constitution de 1958 posait le principe de l'existence des partis politiques et précisait sobrement : ils s'organisent et s'administrent librement. Sans autre précision. En 1981, cette absence d'organisation légale est déjà consternante. Depuis près de quinze ans, depuis la première élection d'un président de la République au suffrage universel, chacun peut mesurer que la communication politique ne peut se nourrir des seules cotisations des adhérents. Il faut mettre en jeu des moyens considérables, qui supposeraient des militants héroïques et ruinés. Les campagnes présidentielles de 1974 et 1981 ont dépassé les 50 millions, puis les 100 millions chacune, soit, pour 1981, 100 000 cotisants à 1 000 francs, pour ne pas faire élire leur candidat – je pense aux participants du premier tour comme à ceux du deuxième.

Mais, au-delà de ces rendez-vous exceptionnels, il y a le retour inexorable des consultations municipales, cantonales, législatives et, depuis 1979, européennes. Elles ont des coûts très inégaux mais au-delà des efforts propres des

Vendredi 14 octobre 1994 : Gérard Longuet, ministre de l'Industrie, des Postes et Télécommunications et du Commerce extérieur, annonce sa démission sur le perron de Matignon. Objet depuis six mois d'une inquisition juridique tous azimuts, harcelé par les médias, le président du PR, face à la rumeur des "affaires", jette l'éponge.

Mais Gérard Longuet a sa conscience pour lui et ne s'avoue pas vaincu. "En politique, le désespoir est une sottise absolue", a dit Maurras.

Voici donc un livre de souvenirs qui est aussi un livre de combat.

Au fil de cette chronique personnelle, on découvrira un François Mitterrand qui parle de sa jeunesse française, deux Premiers ministres qui ont du caractère à revendre, de drôles de femmes en politique, la "bande à Léo" partant à la conquête du pouvoir, faute que Giscard les ait aimés au-delà de lui-même.

On découvrira surtout un homme, amoureux de sa région d'élection, la Lorraine, fidèle à ses idées, et qui se bat, fort de sa dure expérience, pour une justice sereine.

Du financement du siège du PR à sa villa de Saint-Tropez, Gérard Longuet s'offre au jugement de ses concitoyens.

Un homme se confie. Au lecteur de l'entendre et juger.

ISBN 2-259-18235-6



9

782259 182355

Atelier
Dominique Toutain

130 F

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX^e siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en accord avec l'éditeur du livre original, qui dispose d'une licence exclusive confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012.

Avec le soutien du

